

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés à l'audience des saisies immobilières du Tribunal Judiciaire d'EVRY-COURCOURONNES siégeant au Palais de Justice de ladite ville, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur,

SUR SAISIE IMMOBILIERE

En un seul lot,

Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier sis à SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (ESSONNE) Rue du Petit Château, Résidence de la Source cadastré section AD numéro 68 lieudit « 5 rue du Petit Château » pour 1 ha 39 a 13 ca, section AD numéro 403 lieudit « 5 rue du Petit Château » pour 1 a 32 ca et section AD numéro 405 lieudit « rue du Petit Château » pour 5 a 78 ca, les lots 83 : un appartement, 192 : une cave

Plus amplement désigné ci-après.

Aux requête, poursuites et diligences de :

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE, SA au capital de 1.331.400.718,80 € ayant son siège social à PARIS 1er au 19 rue des Capucines RCS PARIS 542.029.848, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

Ayant pour avocat Maître Charlotte GUITTARD, membre de la SCP DAMOISEAU & ASSOCIES, Avocat au barreau de l'Essonne, demeurant 5 boulevard de l'Europe - 91000 EVRY COURCOURONNES.

Laquelle est constituée à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU DE

La grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Thibaut COFFIN, Notaire à MONTLHERY (Essonne), en date du 25 juin 2014, contenant un prêt par le CREDIT FONCIER DE FRANCE, à Monsieur Mickaël DE PARIS ci-après nommé d'un montant de 101.520 €, productif d'intérêts, enregistré.

Le poursuivant, sus dénommé et domicilié, a, suivant acte de la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU (91), en date du 20 septembre 2021 fait signifier commandement valant saisie immobilière

à :

Monsieur Mickaël DE PARIS, Célibataire, de nationalité Française, né le 10/10/1983 à Longjumeau (91160), domicilié 5 rue du Petit Château - 91240 ST MICHEL SUR ORGE

D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'Avocat constitué sus dénommé et domicilié.

- la somme de 104 454,10 € montant des sommes dues valeur au 11 décembre 2020 selon décompte joint
- les intérêts postérieurs au 11 décembre 2020 jusqu'à parfait paiement pour mémoire, au taux de 3,50% l'an

Les intérêts moratoires seront calculés au taux de 3,50 % l'an

dus en vertu de l'acte notarié susvisé.

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Avec déclaration qu'à défaut de paiement desdites sommes dans le délai, le commandement dont s'agit sera publié sur les registres du Service de la Publicité Foncière de Corbeil 1 pour valoir, à partir de cette publication, saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au Service de la Publicité Foncière de Corbeil 1 en date du 8 novembre 2021 sous la référence volume 2021 S numéro 121.

L'assignation à comparaître aux débiteurs et créanciers inscrits a été délivrée pour l'audience d'orientation du 2 mars 2022 à 09 heures 30 par actes de la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU (91).

**CRÉDIT FONCIER**

Direction des Opérations Particuliers
Service Contentieux
TSA 83333
92894 NANTERRE CEDEX 9

Dossier : M. DE PARIS MICKAEL
Crédit N° : 4747536
Suivi par : mwardi
Vos réf : CVG : 331659614

Ce document n'est pas un justificatif fiscal

Décompte crédit 4747536 - M. DE PARIS MICKAEL au 11/12/2020

	Variation	Solde débiteur	Principal
Capital restant dû au 04/02/2020			86 878,12 €
Solde débiteur au 04/02/2020		8 999,58 €	
Créance exigible au 04/02/2020		0,00 €	95 877,70 €

Indemnité d'exigibilité 7,00% calculée sur la base de 95 877,70€ = 6 711,44 € (pour mémoire)

Report au 04/02/2020		0,00 €	95 877,70 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 04/03/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	266,62 €		
Report au 04/03/2020	266,62 €	266,62 €	95 877,70 €
Versements de la période	-497,60 €		
Intérêts au 04/04/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	285,01 €		
Report au 04/04/2020	-212,59 €	54,03 €	95 877,70 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 04/05/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	275,81 €		
Report au 04/05/2020	275,81 €	329,84 €	95 877,70 €
Versements de la période	-497,60 €		
Intérêts au 04/06/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	285,01 €		
Report au 04/06/2020	-212,59 €	117,25 €	95 877,70 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 04/07/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	275,81 €		
Report au 04/07/2020	275,81 €	393,06 €	95 877,70 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 04/08/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	285,01 €		
Report au 04/08/2020	285,01 €	678,07 €	95 877,70 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 04/09/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	285,01 €		
Report au 04/09/2020	285,01 €	963,08 €	95 877,70 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 04/10/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	275,81 €		
Report au 04/10/2020	275,81 €	1 238,89 €	95 877,70 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 04/11/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	285,01 €		

Décompte crédit 4747536 - M. DE PARIS MICKAEL au 11/12/2020

	Variation	Solde débiteur	Principal
Report au 04/11/2020	285,01 €	1 523,90 €	95 877,70 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 04/12/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	275,81 €		
Report au 04/12/2020	275,81 €	1 799,71 €	95 877,70 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 11/12/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	65,25 €		
Report au 11/12/2020	65,25 €	1 864,96 €	95 877,70 €
Indemnité d'exigibilité 7,00%	6 711,44 €		
Frais de procédure	Pour mémoire		
Report au 11/12/2020	6 711,44 €	8 576,40 €	95 877,70 €
CRÉANCE EXIGIBLE AU 11/12/2020			104 454,10 €
(sous réserve d'imputation des intérêts postérieurs et des cotisations d'assurance)			

Les intérêts de chaque période mensuelle sont calculés au taux du prêt de 3,50% sur la base du solde principal de la période précédente.

DESIGNATION

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie immobilière et sus énoncé.

COMMUNE DE SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (ESSONNE)

Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier sis Rue du Petit Château, Résidence de la Source cadastré section AD numéro 68 lieudit « 5 rue du Petit Château » pour 1 ha 39 a 13 ca, section AD numéro 403 lieudit « 5 rue du Petit Château » pour 1 a 32 ca et section AD numéro 405 lieudit « rue du Petit Château » pour 5 a 78 ca, ayant fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété publié le 11 juillet 1968 volume 14603 numéro 4, portant sur les lots suivants :

- LOT NUMERO QUATRE VINGT TROIS (83) : dans le bâtiment 4 escalier huit, au deuxième étage, droite : un appartement comprenant : entrée, cuisine, placard, WC, salle d'eau, coin salon séjour, une chambre, d'une superficie de 40,29 m² ainsi que les 51/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales ;
- LOT NUMERO CENT QUATRE VINGT DOUZE (192) : bâtiment 4 escalier huit, au sous-sol une cave portant le numéro 7 du plan, ainsi que les 9/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales ;

ayant fait l'objet d'un procès-verbal de description et d'occupation établi par la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU (91) en date du 17 novembre 2021 ci-après annexé,

Ainsi au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droits de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

SELARL HDJ 91
Huissier de justice

Nicolas BADUFLÉ
Patrick FAUCHÈRE
Ronan LECOMTE
Huissiers de justice associés
Mathilde MANCEAU
Johanna MORAND
Huissiers de justice salariées

9 Bld de Bretagne
91165 LONGJUMEAU CEDEX
Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01 69 09 57 97



Coordonnées bancaires (compte affecté)
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47
bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:
2119389 KE/MM

EXPEDITION

PROCES-VERBAL DE DESCRIPTION

L'AN DEUX MILLE VINGT-ET-UN ET LE DIX-SEPT NOVEMBRE

A LA REQUETE DE :

S.A. CREDIT FONCIER DE FRANCE, immatriculé(e) au RCS DE PARIS au n° 542 029 848, dont le siège social est 19 rue des Capucines BP65 75001 PARIS Agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour avocat : Maître Charlotte GUITTARD, Avocate au Barreau de L'ESSONNE domiciliée 5, boulevard de l'Europe 91000 EVRY-COURCOURONNES ;

LAQUELLE M'EXPOSE :

Que la société requérante est créancière de Monsieur Mickaël DE PARIS en vertu de la grosse en forme exécutoire d'un acte reçu par maître Thibault COFFIN, notaire à MONTLHERY (91) en date du 25 juin 2014 ;

Que dans le cadre d'une procédure de saisie immobilière sur un bien appartenant au débiteur susnommé et situé 5, rue du Petit Château à SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (91), elle entend faire dresser un procès-verbal de description ;

C'est pourquoi,

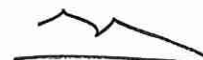
DEFERANT A CETTE REQUISITION,

Je, Mathilde MANCEAU, huissier de justice salariée au sein de la "SELARL HDJ 91, titulaire d'un office d'huissier de justice à Longjumeau (91160), 9, boulevard de Bretagne", soussignée,

Certifie m'être transportée ce jour à 10H00 au 5, rue du Petit Château à SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (91), où là étant en présence de :

- Monsieur Ariles MIHOUBI, diagnostiqueur immobilier cabinet DIMM DIAGNOSTIC ;
- Monsieur Maxime ELLENA, serrurier ;
- Monsieur Jonathan JOULIN, témoin ;
- Monsieur Jérôme TOUVIN, témoin ;

J'ai procédé ainsi qu'il suit et fait les constatations suivantes.

SELARL HDJ 91
Huissier de justice

Nicolas BADUFLÉ
 Patrick FAUCHIERE
 Ronan LECOMTE
 Huissiers de justice associés
 Mathilde MANCEAU
 Johanna MORAND
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne
 91165 LONGJUMEAU CEDEX
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01.69.09.57.97

Coordonnées bancaires (compte affecté)
 SOCIETE GENERALE
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:
2119389 KE/MM

DESCRIPTIF

Le bien à décrire se compose :

- Un lot n°83 : un appartement deux pièces dans le bâtiment 4, escalier 8 au deuxième étage droite ;
- Un lot n°192 : dans le bâtiment 4, escalier 8, au sous-sol une cave portant le numéro 7.

Le bien à décrire s'inscrit dans une copropriété dotée d'un syndicat des copropriétaires représenté par son syndic en exercice, la société CENTUTY 21, 5, boulevard de la République à BRETIGNY-SUR-ORGE (91).

Il résulte des précédentes diligences effectuées dans le dossier que le bien est actuellement inoccupé, le débiteur n'ayant pas fait suite aux différents courriers et relances afin de convenir d'un rendez-vous pour établir le présent procès-verbal de description.

Sur place, après avoir frappé à la porte, un homme m'ouvre. Je lui déclare mes nom, prénom, qualité, il me déclare être Monsieur Mickaël de Paris, ainsi déclaré. Il me laisse accéder aux lieux pour procéder au PV descriptif.

Monsieur de Paris me déclare finalement occuper les lieux.

Parallèlement à mes descriptions, Monsieur Ariles MIHOUBI procède aux diagnostics légalement requis ainsi qu'aux calculs des surfaces des pièces du logement. Ces résultats seront directement transmis à l'avocat poursuivant.



SELARL HDJ 91
Huissier de justice

Nicolas BADUFLÉ
 Patrick FAUCHÈRE
 Ronan LECOMTE
 Huissiers de justice associés
 Mathilde MANCEAU
 Johanna MORAND
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne
 91165 LONGJUMEAU CEDEX
 Tél. 01 64 48 81 32 - Fax. 01 69 09 57 97



Coordonnées bancaires (compte affecté)
 SOCIETE GENERALE
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:
2119389 KE/MM

Porte d'entrée : revêtement usagé, un verrou en partie haute, un verrou en partie basse, une serrure centrale.

Je note qu'un espace est visible de quelques centimètres sous la porte.

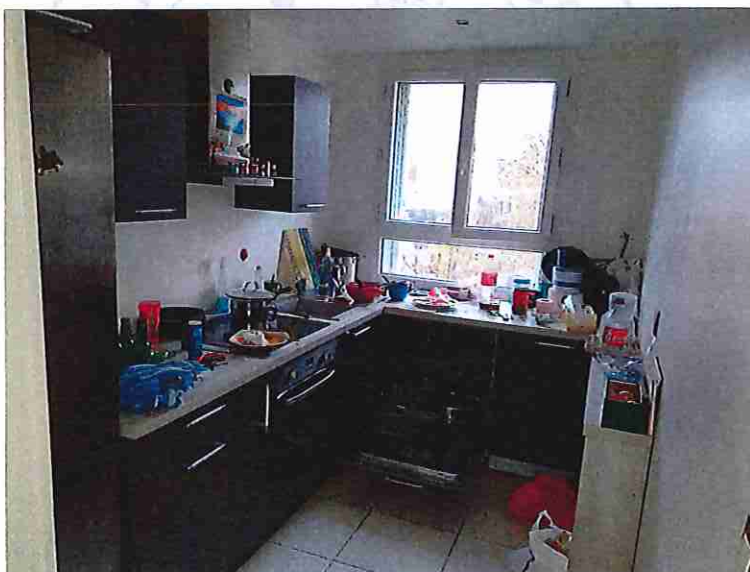
Cuisine

Sol et plinthes : carrelage à l'état usagé.

Murs et plafond : peinture à l'état d'usage et quelques traces de salissure.

L'équipement de la pièce comprend :

- plusieurs meubles bas de cuisine, plusieurs meubles hauts ;
- une fenêtre trois battants, deux ouvrants, un dormant, châssis PVC double vitrage ; sécurisé par des volets types persiennes en PVC à l'état d'usage ;
- un évier simple bac avec égouttoir, robinet mitigeur.



Un placard à gauche en entrant

Porte de séparation : revêtement à l'état d'usage, poignée double béquille à l'état d'usage.

Sol : carrelage à l'état d'usage.

SELARL HDJ 91
Huissier de justice

Nicolas BADUFLÉ
Patrick FAUCHÈRE
Ronan LECOMTE
Huissiers de justice associés
Mathilde MANCEAU
Johanna MORAND
Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne
91165 LONGJUMEAU CEDEX
Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01 69 09 57 97



Coordonnées bancaires (compte affecté)
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47
bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:
2119389 KE/MM

Murs et plafond : peinture à l'état d'usage, un point lumineux.

Salle d'eau

Porte de séparation : porte coulissante, revêtement à l'état d'usage.

Sol : carrelage à l'état d'usage.

Murs : faïence en partie basse à l'état d'usage, peinture en partie haute à l'état d'usage.

Plafond : peinture à l'état d'usage.

L'équipement de la pièce comprend :

- un lavabo avec robinet mitigeur ; le tout posé sur un meuble bas de salle de bains ;
- WC suspendu avec bouton de chasse d'eau mural, une trappe dans le mur pour l'eau ;
- une douche avec robinet mélangeur, flexible de douche et douchette ;
- une fenêtre simple ouvrant, oscillo-battante, double vitrage châssis PVC.

SELARL HDJ 91
Huissier de justice

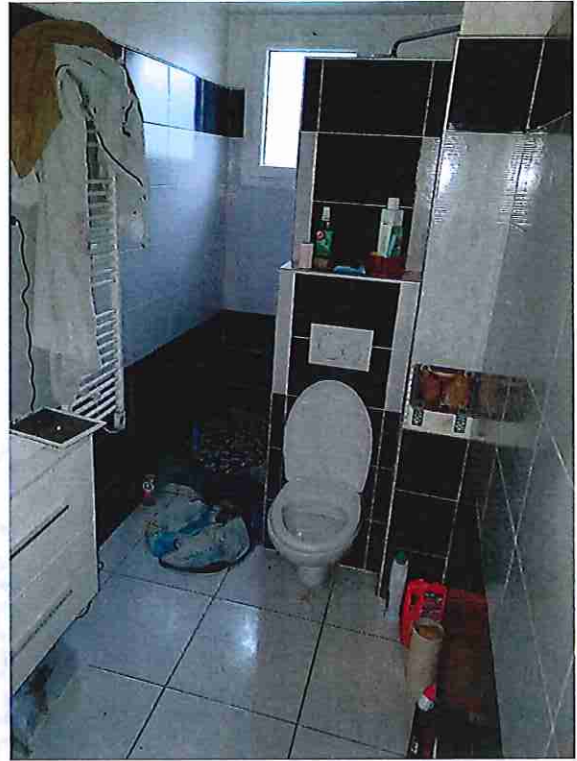
Nicolas BADUFLÉ
 Patrick FAUCHÈRE
 Ronan LECOMTE
 Huissiers de justice associés
 Mathilde MANCEAU
 Johanna MORAND
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne
 91165 LONGJUMEAU CEDEX
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01.69.09.57.97



Coordonnées bancaires (compte affecté)
 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:
2119389 KE/MM



Coin salon séjour

Accès sans porte de séparation depuis le couloir.

Sol et plinthes : carrelage à l'état d'usage.

Murs et plafond : peinture à l'état d'usage.

L'équipement de la pièce comprend :

- une fenêtre trois battants ouvrants, châssis PVC double vitrage ; sécurisée par des volets type persiennes à l'état d'usage.

SELARL HDJ 91
Huissier de justice

Nicolas BADUFLÉ
Patrick FAUCHÈRE
Ronan LECOMTE
Huissiers de justice associés
Mathilde MANCEAU
Johanna MORAND
Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne
91165 LONGJUMEAU CEDEX
Tél. 01 64 48 81 32 -- Fax. 01.69.09.57.97

Coordonnées bancaires (compte affecté)
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47
bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:
2119389 KE/MM



Une chambre

Porte de séparation à galandage, revêtement bon état.

Sol et plinthes : carrelage à l'état d'usage.

Murs et plafond : peinture à l'état d'usage.

L'équipement de la pièce comprend :

- une fenêtre double battant ouvrant, châssis PVC double vitrage, sécurisée par des volets type persienne à l'état d'usage.

SELARL HDJ 91
Huissier de justice

Nicolas BADUFLÉ
Patrick FAUCHÈRE
Ronan LECOMTE
Huissiers de justice associés
Mathilde MANCEAU
Johanna MORAND
Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne
91165 LONGJUMEAU CEDEX
Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01 69 09 57 97

Coordonnées bancaires (compte affecté)
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47
bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:
2119389 KE/MM



Mes descriptions étant terminées, je me suis retirée. Je termine mes opérations à 10H30.

SELARL HDJ 91
Huissier de justice

2119389

Acte : 449073

Nicolas BADUFLÉ
Patrick FAUCHÈRE
Ronan LECOMTE
Huissiers de justice associés
Mathilde MANCEAU
Johanna MORAND
Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne
91165 LONGJUMEAU CEDEX
Tél. 01 64 48 81 32 - Fax. 01 69 09 57 97
etude@nj-idfsud.com

Coordonnées bancaires (compte affecté)
SOCIETE GENERALE
IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47
bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:
2119389 KE/MM

Et, de tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal de description pour servir et valoir ce que de droit comprenant 5 photographies strictement conformes à mes descriptions et prises par mes soins, et auquel j'annexe un certificat de superficie relatif au bien décrit, un résumé statistique et deux plans géographiques relatifs à la commune de Saint Michel Sur Orge (91).

COUT :

Les articles cités ci-dessous sont extraits du code de commerce

Emoluments (Article L.444-1)	219,16
Transport (Article A.444-48)	7,67
Base T.V.A.	226,83
T.V.A. 20,00%	45,37
Serrurier	175,00
temoins	22,00
TOTAL T.T.C.	469,19 €

Acte dressé sur 4 pages, outre les annexes susvisées.

Mathilde MANCEAU
Huissier de justice



Résultat du repérage

Date du repérage : **17/11/2021**

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :
Néant

Liste des pièces non visitées :
Sous-Sol - Cave (Absence de clef)

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :
Sans accompagnateur

Tableau récapitulatif des surfaces de chaque pièce au sens Loi Carrez :

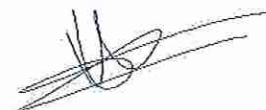
Parties de l'immeuble bâties visitées	Superficie privative au sens Carrez	Surface au sol	Commentaires
2ème étage - Entrée	2.78	2.78	
2ème étage - Placard	1.57	1.57	
2ème étage - Cuisine	6.54	6.54	
2ème étage - Salle d'eau	4.27	4.27	
2ème étage - Séjour	13.51	13.51	
2ème étage - Chambre	11.62	11.62	

Superficie privative en m² du ou des lot(s) :

Surface loi Carrez totale: 40.29 m² (quarante mètres carrés vingt-neuf)
Surface au sol totale: 40.29 m² (quarante mètres carrés vingt-neuf)

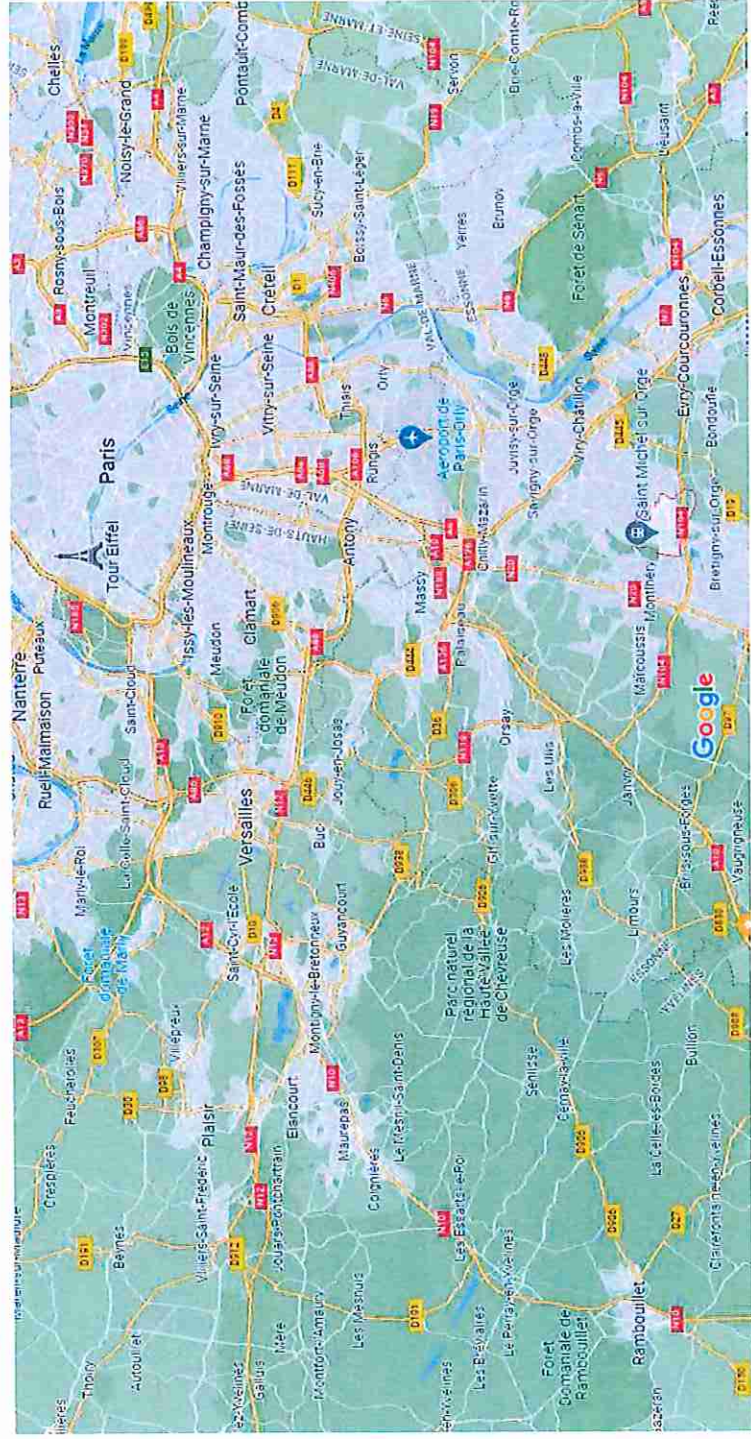
Fait à **SAINT-MICHEL-SUR-ORGE**, le
17/11/2021

Par : **Mihoubi Ariles**



Aucun document n'a été mis en annexe

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.





Saint-Michel-sur-Orge

91240



- [Itinéraires](#)
- [Enregistrer](#)
- [À proximité](#)
- [Envoyer vers votre téléphone](#)
- [Partager](#)

En bref

Saint-Michel-sur-Orge est une commune française située à vingt-quatre kilomètres au sud-ouest de Paris dans le département de l'Essonne en région Île-de-France. Ses habitants sont appelés les Saint-Michelais. [Wikipédia](#)

Hôtels

[À propos des tarifs](#)



Population et ménages

Indicateurs	Saint-Michel-sur-Orge	France
Population	19 965	66 732 538
Densité de population (hab/km²)	3 774,1	105,5
Superficie (km²)	5,3	632 733,9
Nombre de ménages	8 224	29 752 199

Source : Insee, séries historiques du RP, exploitation principale - 2018

Evolution annuelle moyenne de la population

Indicateurs	Saint-Michel-sur-Orge	France
Variation de population (%)	- 0,09	0,35
- due au solde naturel (%)	0,92	0,31
- due au solde entrées/sorties (%)	- 1,01	0,04

Source : Insee, séries historiques du RP, exploitation principale - 2013-2018

Logement

Indicateurs	Saint-Michel-sur-Orge	France
Nombre de logements	9 339	36 220 594
Part des résidences principales (%)	88,1	82,1
Part des rés. secondaires (yc log. occasionnels) (%)	2,1	9,7
Part des logements vacants (%)	9,9	8,2

Source : Insee, séries historiques du RP, exploitation principale - 2018

Naissances - Décès

Indicateurs	Saint-Michel-sur-Orge	France
Naissances domiciliées	296	733 857
Décès domiciliés	150	667 257

Source : Insee, État civil - 2020

Emploi - Chômage

Indicateurs	Saint-Michel-sur-Orge	France
Emploi total au lieu de travail	4 390	26 599 318
dont part des emplois salariés (%)	89,5	86,7
Taux d'activité des 15 à 64 ans (%)	78,0	74,1
Taux de chômage des 15 à 64 ans (au sens du recensement) (%)	12,6	13,4

Source : Insee, Recensement de la population (RP), exploitation principale - 2018

Revenus

Données manquantes ou insuffisantes pour construire cette dataviz

Source : Insee, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) et Enquête 'Budget de Famille 2017 (extension DOM)' pour la Guadeloupe, la Guyane et Mayotte - 2018

Etablissements

Indicateurs	Saint-Michel-sur-Orge	France
Nb étab. actifs employeurs au 31/12	391	2 169 322
Part étab. sans salarié dans les étab. actifs employeurs au 31/12 (%)	5,9	9,5
Part étab. de 1 à 9 salariés dans les étab. actifs employeurs au 31/12 (%)	73,7	72,4
Part étab. de 10 salariés ou plus dans les étab. actifs employeurs au 31/12 (%)	20,5	18,1

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (Flores) - 2018

Postes dans les établissements

Indicateurs	Saint-Michel-sur-Orge	France
Postes dans les étab. actifs au 31/12	4 112	24 550 362
Part de l'agriculture (%)	0,4	1,1
Part de l'industrie (%)	14,1	12,8
Part de la construction (%)	12,1	5,8
Part du commerce, transport, services (%)	44,1	47,3
Part de l'admin. publique, enseignement, santé et action sociale (%)	29,4	33,0

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (Flores) - 2018



Les biens ci-dessus décrits sont imposés au rôle de la contribution foncière ainsi qu'il appert d'un extrait des rôles ci-dessous littéralement rapporté :

RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

ORIGINE DE PROPRIETE

Lesdits biens appartenant à Monsieur Mickaël DE PARIS suivant acte en date du 25 juin 2014 publié le 10 juillet 2014 sous la référence volume 2014 P numéro 1701 pour l'avoir acquis de Monsieur Daniel Pierre Louis BAUDOIN né le 8 juillet 1927 à Paris (4ème).

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

SUR SAISIE IMMOBILIERE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acqureur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant, pour être

distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIALE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

47 200,00 € - quarante-sept mille deux cents euros

**Fait et rédigé,
Le**

Vente DE PARIS
Audience d'Orientation 2 mars 2022

DIRE D'ANNEXION DE L'ASSIGNATION DELIVREE AU DEBITEUR

L'an deux mille vingt deux, le

par-devant Nous Greffier du Tribunal Judiciaire d'EVRY-COURCOURONNES, a comparu, Maître Charlotte GUITTARD, membre de la SCP DAMOISEAU & ASSOCIES, Avocat au barreau de l'Essonne, demeurant 5 boulevard de l'Europe - 91000 EVRY COURCOURONNES, poursuivant la vente dont s'agit laquelle a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions de vente copie de l'assignation délivrée au débiteur afin de comparaître à l'audience d'orientation délivrée par acte de la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU (91) en date du 3 janvier 2022,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

Vente DE PARIS
Audience d'Orientation 2 mars 2022

DIRE D'ANNEXION D'UN ETAT HYPOTHECAIRE CERTIFIE A LA DATE DE
PUBLICATION DU COMMANDEMENT VALANT SAISIE

L'an deux mille vingt deux, le

par-devant Nous Greffier du Tribunal Judiciaire d'EVRY-COURCOURONNES, a comparu Maître Charlotte GUITTARD, membre de la SCP DAMOISEAU & ASSOCIES, Avocat au barreau de l'Essonne, demeurant 5 boulevard de l'Europe - 91000 EVRY COURCOURONNES, poursuivant la vente dont s'agit laquelle a dit :


conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions de vente copie de l'état hypothécaire levé sur publication du commandement valant saisie,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

Demande de renseignements ⁽¹⁾
(pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION	
N° de la demande :	02 NOV. 2021 FB33
Déposée le :	52728
Références du dossier :	

INFORMATIONS RELATIVES A LA DEMANDE	IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR ⁽²⁾
<input type="checkbox"/> hors formalité <input checked="" type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : Commandement immobilier du 20.09.2021 Service de dépôt : CORREIL 3	M BUISSON & ASSOCIES Avocats 29 rue Pierre Butin 95300 Pontoise Adresse courriel ⁽³⁾ : jmsika@buisson-avocats.com Téléphone : 01.34.20.15.62
CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION	
Formalité du _____ Vol. _____ N° _____	A PONTOISE _____, le 05/11/2021 Signature 

COUT	
Demande principale :	= 12 €
Nombre de feuilles intercalaires :	
- nombre de personnes supplémentaires :	1 x _____ € = 0 €
- nombre d'immeubles supplémentaires :	_____ x _____ € = 0 €
Frais de renvoi :	2,00 €
<input checked="" type="checkbox"/> règlement joint <input type="checkbox"/> compte usager	TOTAL = 14,00 €

MODE DE PAIEMENT (cadre réservé à l'administration)	
<input type="checkbox"/> numéraire <input type="checkbox"/> chèque ou C.D.C. <input type="checkbox"/> mandat <input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> utilisation du compte d'usager : _____	QUITTANCE : _____

PERIODE DE DELIVRANCE			
POINT DE DEPART	- Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). - Depuis le	TERME	- Date de dépôt de la présente demande (hors formalité). - Date de la formalité énoncée (sur formalité). - Jusqu'auinclusivement.

⁽¹⁾ Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

IDENTIFICATION DES PERSONNES (toute erreur ou imprécision dégage la responsabilité de l'Etat - art. 9 du décret du 04/01/1955 modifié). Si le nombre de personnes est supérieur à trois, utiliser l'imprimé n° 3234-SD.				
N°	Personnes physiques : Personnes morales :	Nom Forme juridique ou dénomination	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ⁽⁴⁾	Date et lieu de naissance N° SIREN
1	DE PARIS		Mickaël	10.10.1983 à Longjumeau (91)
2	BAUDOIN		Daniel Pierre Louis	8.07.1927 à Paris (4ème)
3				

DESIGNATION DES IMMEUBLES (toute erreur dégage la responsabilité de l'Etat - art. 8-1 et 9 du décret du 04/01/1955 modifié). Si le nombre d'immeubles est supérieur à cinq, utiliser l'imprimé n° 3234-SD.				
N°	Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de volume	Numéro de lot de copropriété
1	SAINT MICHEL SUR ORGE (91), Rue du Petit Château	section AD numéros 68		83
2		403 et 405		192
3				
4				
5				

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

☐ DEMANDE IRRÉGULIERE

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

- ☐ défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HF / SF) ☐ demande non signée et/ou non datée
☐ insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles ☐ défaut de paiement
☐ demande irrégulière en la forme ☐ autre : _____

☐ REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIEREDans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie ⁽⁴⁾ qu'il n'existe, dans sa documentation :

- ☐ aucune formalité.
☐ que les _____ formalités indiquées dans l'état ci-joint.
☐ que les seules formalités figurant sur les _____ faces de copies de fiches ci-jointes.

le _____,

Pour le service de la publicité foncière,
le comptable des finances publiques,

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

⁽⁴⁾ Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.⁽⁵⁾ Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE**

CORBEIL 1

Demande de renseignements n° 9104P01 2021F833
déposée le 08/11/2021, par Maître BUISSON & ASSOCIES (SELARL)

Réf. dossier : SAISIE / DE PARIS

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1971 au 21/10/2021 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe aucune formalité au fichier immobilier non informatisé, *autre que celles figurant sur les quatre faces de fiches jointes -*
- [x] Il n'existe que les 4 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint.
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 22/10/2021 au 08/11/2021 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A CORBEIL 1, le 18/11/2021

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Sylvain CONRAD

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

COMUNE **ST MICHEL S Forge**

SECTION : **E** N° du PLAN : **540** RUE : **Grand Village**

III - FORMALITES CONCERNANT L'IMMEUBLE DESIGNÉ CI-CONTRE (ou les lots le composant)

I - DESIGNATION DE L'IMMEUBLE				A - MUTATIONS		B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES	
<p>lot 192 - bêt 4. main 8</p> <p>pour sol. aux n° 9410000</p> <th colspan="2">SERVITUDES ACTIVES</th> <th colspan="2">IMMOBILISER ET HYPOTHEQUES</th>				SERVITUDES ACTIVES		IMMOBILISER ET HYPOTHEQUES	
				Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeuble totalité ou lots	Dates, numéros et nature des formalités
<p>II - LOTISSEMENT (désignation des lots ou appartements)</p>				1°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2	<p>aucun lot 83</p>	<p>20-11-1973 vol 317 n° 21</p> <p>Redonne au droit de l'ancien (donc lot 83)</p> <p>substitution d'actes</p> <p>7-10-1973 vol 19-9-1973</p> <p>pour la 444 SELLES n° 6 16-3-1973</p> <p>ROSIANI n° 6 2-9-1974</p> <p>2°) 5 juillet 1975 vol 155 n° 3</p> <p>18-5-1976 vol 19-9-1973</p> <p>RENDITION d'actes d'actes</p> <p>ROSIANI n° 6 2-9-1974</p>	<p>lot 83</p>
				2°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				3°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				4°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				5°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				6°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				7°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				8°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				9°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				<p>III - LOTISSEMENT (désignation des lots ou appartements)</p>			
2°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2							
3°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2							
4°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2							
5°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2							
6°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2							
7°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2							
8°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2							
9°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2							
<p>IV - LOTISSEMENT (désignation des lots ou appartements)</p>							
				2°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				3°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				4°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				5°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				6°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				7°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				8°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			
				9°) 8 sept. 1972 - Vol 155 n° 2			

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1971 AU 21/10/2021

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 18/01/2007	Référence d'enlèvement : 9104P03 2007P157	Date de l'acte : 17/01/2007
Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N° 4925			
Rédacteur : ADM CDIF CORBEIL II / CORBEIL-ESSONNES			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P03 2007P157 : changement de désignation d'une copropriété

Ancienne Désignation					Nouvelle désignation						
Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		XX	4			SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		AD	403		
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		XX	6			SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		AD	405		

Complément : Après changement de désignation, la copropriété anciennement cadastrée AD 68, XX 4 et XX 6 est désormais cadastrée AD 68, AD 403 et AD 405.

Disposition n° 2 de la formalité 9104P03 2007P157 :

Ancienne Désignation						Nouvelle désignation					
Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		XX	16			SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		AD	408		
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		XX	17			SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		AD	409		
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		XX	8			SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		AD	404		
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		XX	13			SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		AD	407		
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		XX	25			SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		AD	411		
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		XX	21			SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		AD	410		
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		XX	9			SAINT-MICHEL-SUR-ORGE		AD	406		

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 10/07/2014	Référence d'enlèvement : 9104P03 2014P1701	Date de l'acte : 25/06/2014
Nature de l'acte : VENTE			
Rédacteur : NOT Thibaut COFFIN / MONTLHERY			

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1971 AU 21/10/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P03 2014P1701 : Vente

Disposant, Donateur			
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité
1	BAUDOIN		08/07/1927
Bénéficiaire, Donataire			
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité
2	DE PARIS		10/10/1983
Immeubles			
Beneficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale
2	TP	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	AD 68
			AD 403
			AD 405
			83
			192

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domancier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenancier TP : Toute propriété TR : Trefond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 125.000,00 EUR

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 10/07/2014	Référence d'enlèvement : 9104P03 2014V823	Date de l'acte : 25/06/2014
Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS			
Rédacteur : NOT Thibaut COFFIN / MONTLHERY			
Domicile élu : MONTLHERY en l'étude			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P03 2014V823 : Privilège de prêteurs de deniers

Créanciers	
Numéro	Désignation des personnes
	CREDIT FONCIER DE FRANCE
	Date de Naissance ou N° d'identité
	542 029 848

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1971 AU 21/10/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P03 2014V823 : Privilège de prêteurs de deniers

Propriétaire Immeuble / Contre			
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité	
1	DE PARIS	10/10/1983	
Immeubles			
Prop.Imm/Contre Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume Lot
	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	AD 68	
		AD 403	
		AD 405	83
			192

Montant Principal : 101.520,00 EUR Accessoires : 20.304,00 EUR Taux d'intérêt : 3,50 %
 Date extrême d'exigibilité : 05/06/2044 Date extrême d'effet : 05/06/2045

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 29/11/2017	Référence d'enlèvement : 9104P03 2017V2389	Date de l'acte : 28/11/2017
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE			
Rédacteur : M SELARL HDJ 91 Huissiers / EVRY			
Domicile élu : EVRY à la SCP DAMOISEAU et associés, Maître CHARLOTTE GUITTARD avocat			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P03 2017V2389 :

Créanciers			
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité	
	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LA SOURCE		
Propriétaire Immeuble / Contre			
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité	
1	DE PARIS	10/10/1983	

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1971 AU 21/10/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P03 2017V2389 :

Immeubles			
Prop. Imm./Contre Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	AD 68	
		AD 403	
		AD 405	
			83
			192

Montant Principal : 1.582,58 EUR
Date extrême d'effet : 28/11/2027

CERTIFICAT DE DEPOT DU 22/10/2021 AU 08/11/2021

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop. Imm./Contre" /Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires	Numéro d'archivage Provisoire
08/11/2021 D19395	COMMANDEMENT DE PAYER VALANT SAISIE IMMOBILIERE HUI LECOMTE Ronan LONGJumeau	20/09/2021	CREDIT FONCIER DE FRANCE DE PARIS	9104P01 S00121

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte ⁹ pages y compris le certificat.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE**

CORBEIL 1

75-79 RUE FERAY

91107 CORBEIL

Téléphone : 0160905149

Télécopie : 0160905197

Mél. : spf.corbeil1@dgfp.finances.gouv.fr

F

FINANCES PUBLIQUES

Maître BUISSON & ASSOCIÉS (SELARL)

29 RUE PIERRE BUTIN

CS 80026

95300 PONTTOISE

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fdji pour la délivrance des formalités suivies d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

Date : 18/11/2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 9104P01 2021F833

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1971 au 08/11/2021
IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE


Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
570	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	AD 68		(A)
		AD 403		(A)
		AD 405		(A)
				83 (A)
				192 (A)

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété

FORMALITES PUBLIEES

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 18/01/2007	références d'enlissement : 9104P03 2007P157	Date de l'acte : 17/01/2007
	nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N° 4925		
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 10/07/2014	références d'enlissement : 9104P03 2014P1701	Date de l'acte : 25/06/2014
	nature de l'acte : VENTE		
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 10/07/2014	références d'enlissement : 9104P03 2014V823	Date de l'acte : 25/06/2014
	nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS		
N° d'ordre : 4	date de dépôt : 29/11/2017	références d'enlissement : 9104P03 2017V2389	Date de l'acte : 28/11/2017
	nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE		

N° de la demande : **H39132**
Déposée le : **06 NOV. 2021**
Références du dossier : **52926**

IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR	
Identité ¹ :	BUISSON & ASSOCIES - Avocats
Adresse :	29 rue Pierre Butin 95300 PONTOISE
Courriel ² :	jmsika@buisson-avocats.com
Téléphone :	01.34.20.15.62
À PONTOISE , le 05 / 11 / 2021	
Signature (obligatoire) : 	

NATURE DES DOCUMENTS DEMANDÉS

☒ copie

☐ demande spéciale prévue par le paragraphe 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955

NATURE ET RÉFÉRENCE DES DOCUMENTS OU FORMALITÉS					
N°	Nature du document (bordereau d'inscription, saisie, publication)	Date de la formalité	Numéro SAGES ³ ou nom du SPF compétent à la date d'exécution de la formalité	Volume	Numéro
1	toutes formalités d'inscription délivrées dans le 3233 ci-joint	10/09/14	Conteil 3	2014 V	823
2		29/11/19		2014 V	2880
3					
4					
5					
6					
7					

¹ Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénomination sociale (en majuscules).

² L'indication du courriel autorise l'administration à vous répondre par courriel.

³ Indiquer soit le numéro SAGES soit le nom du SPF compétent à la date d'exécution de la formalité. Le numéro SAGES est le numéro d'identification du service de publicité foncière (SPF) figurant notamment sur les états-réponses délivrés suite à une demande de renseignements effectuée sur l'imprimé n° 3233-SD ou 3240-SD. Le numéro SAGES est constitué de 7 caractères dont les 2 ou 3 premiers correspondent au numéro du département (exemples : 1314P02, 9714P32).

COUT ET FACTURATION (voir nomenclature 3241-NOTSD)			
	Nombre	Tarif	Total
Bordereau(x) d'inscription demandé(s) :		x 6 € =	€
Frais d'expédition (1 € par bordereau d'inscription demandé ; 0 € si envoi par courriel) :		x 1 € =	+ €
État(s) descriptif(s) de division, modificatif(s) ou règlement(s) de copropriété demandé(s) :		x 30 € =	+ €
Autre(s) document(s) demandé(s) :		x 15 € =	+ €
Frais d'expédition (2 € par document demandé ; 0 € si envoi par courriel) :		x 2 € =	+ €
	TOTAL =		12 0 €

MODE DE PAIEMENT	
<input checked="" type="checkbox"/> chèque à l'ordre du Trésor public	<input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> carte bancaire <input type="checkbox"/> numéraire (si n'excède pas 300 €)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
<input type="checkbox"/> DEMANDE IRRÉGULIÈRE Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) : <input type="checkbox"/> défaut ou insuffisance de provision <input type="checkbox"/> demande non signée et/ou non datée <input type="checkbox"/> défaut d'indication de la nature du renseignement demandé <input type="checkbox"/> autre :	
Le ____ / ____ / ____	<i>Le comptable des finances publiques, Chef du service de publicité foncière</i>
<input type="checkbox"/> RÉPONSE DU SERVICE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE Dans le cadre du traitement de la présente demande, le service de publicité foncière certifie qu'il n'existe, dans sa documentation : <input type="checkbox"/> aucun document ou formalité <input checked="" type="checkbox"/> que les documents dont copies sont ci-jointes dans un état comportant pages / 2 formalités,	
Le ____ / ____ / ____	<i>Le comptable des finances publiques, Chef du service de publicité foncière</i>

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

B DROITS : Néant	
Service de la pul foncière	
CSI : 8.00 EUR	
Droits : Néant	
Effet jusqu'au :	Principal : €
	Accessoires : €
	Total : €
Taxes : €	CSF ⁽¹⁾ : €
	Total : €
Inscription <u>HYPOTHEQUE LEGALE</u>	
Ayant effet jusqu'au <u>vingt - huit novembre</u> <u>deux mille vingt-sept</u>	
<input type="checkbox"/> l'échéance <input type="checkbox"/> la dernière échéance	
<input type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future	
Est requise avec élection de domicile à : DOMICILE ELU	
EVRY (Essonne), 5, boulevard de l'Europe, au Cabinet de Maître Charlotte GUITTARD - Membre de la SCP DAMOISEAU et Associés, Avocat au Barreau de l'Essonne.	
EN VERTU DE : TITRE DU CREANCIER	
L'article 19 et de l'article 33 de la Loi du 10 juillet 1965 et après commandement de payer délivré suivant exploit de la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice associés à LONGJUMEAU (91), en date du 2 mai 2017.	
AU PROFIT DU : CREANCIER	
SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LA SOURCE, sise Résidence La Source - Rue du Petit Château à (91240) SAINT MICHEL SUR ORGE, représenté par son Syndic en exercice, la Société CENTURY 21 - CAPITOLE IMMOBILIER, Société par Actions Simplifiées au capital de 1 360 800.00 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du MANS sous le numéro 389 999 194, dont le siège social est sis 5, Boulevard de la République à (91220) BRETIGNY SUR ORGE, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège.	
CONTRE : PROPRIETAIRE GREVE	
Monsieur Mickael DE PARIS, né le 10 octobre 1983 à LONGJUMEAU (91), de nationalité française, domicilié 28 rue des Fusillés de la Résistance à SAINT MICHEL SUR ORGE (91240)	
SUR : IMMEUBLE GREVE	

(1) CSI : Contribution de sécurité immobilière.

Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier situé à SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (91240) – Résidence de La Source – Rue du Petit Château – cadastré sections AD numéro 68, AD numéro 403 et AD numéro 405.

Ledit ensemble immobilier ayant fait l'objet d'un règlement de copropriété aux termes d'un acte reçu par Maître BURTHE-MIQUE, Notaire à PARIS, le 14 février 1967, publié au Service de la Publicité Foncière de CORBEIL 3, le 11 juillet 1968 volume 14603 numéro 4.

SAVOIR :

LE LOT NUMERO QUATRE-VINGT-TROIS (83) DU REGLEMENT DE COPROPRIETE

Et les (51/10000^{ème}) des parties communes générales

LE LOT NUMERO CENT QUATRE-VINGT-DOUZE (192) DU REGLEMENT DE COPROPRIETE

Et les (9/10000^{ème}) des parties communes générales

APPARTENANT A

EFFET RELATIF

Monsieur Mickael DE PARIS, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite aux termes d'un acte reçu par Maître Thibault COFFIN, Notaire à MONTLHERY (91), le 25 juin 2014, publié au Service de la Publicité Foncière de CORBEIL 3, le 10 juillet 2014, Volume 2014 P numéro 1701.

POUR SURETE DE :

CRÉANCE GARANTIE

1) la somme de	1 582,58 €
Due pour charges de copropriété et frais impayés	
Au 2 mai 2017	

2) coût des présentes porté ici pour	MEMOIRE
--------------------------------------	---------

<u>TOTAL SAUF MEMOIRE</u>	<u>1 582,58 €</u>
---------------------------	-------------------

(MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-DEUX EUROS ET CINQUANTE-HUIT CENTIMES)

CERTIFICATIONS

La soussignée, Maître Charlotte GUITTARD - Membre de la SCP DAMOISEAU et Associés, Avocat au Barreau de l'Essonne, demeurant 5 boulevard de l'Europe (91050) EVRY CEDEX Tél : 01.60.78.23.81 - Fax : 01.60.78.22.83, certifie conformes entre eux et exactement collationnés les deux exemplaires du présent bordereau établi sur quatre feuilles.

Elle certifie également que l'identité complète du ou des propriétaires telle qu'elle est indiquée au cadre prévu à cet effet lui a été régulièrement justifiée par la production d'un extrait d'acte d'état civil.

Elle certifie également que le montant du capital de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le titre.

A Evry
Le 28 novembre 2017.

SCP DAMOISEAU ET ASSOCIÉS
Avocats au Barreau de l'Essonne
5, Boulevard de l'Europe
91050 EVRY CEDEX
Tél. : 01 60 78 23 81 - Fax : 01 60 78 22 83

PARTIE RESERVEE AU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

Avertissement : Version imprimée de la copie d'un document que le notaire a transmise sur support électronique à la Direction Générale des Finances Publiques. Les différences de forme (nombre de pages notamment) ne remettent pas en cause l'intégrité du document garantie par le notaire.

Copie du document

INSCRIPTION DE PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS (article 2374 2° du Code Civil).
Ayant effet jusqu'au CINQ JUIN DEUX MIL QUARANTE-CINQ

déterminée et future.

Est requise avec élection de domicile à :	DOMICILE ELU
---	---------------------

En l'Office Notarial de MONTLHERY, 1, place des Capétiens

En vertu de :	TITRE DU CRÉANCIER
---------------	---------------------------

D'un acte reçu par :

Maître Thibaut COFFIN, Notaire Associé, membre de la Société Civile Professionnelle «Thibaut COFFIN, Julien PAUCHET, Jean-Emmanuel PETIT et Marina LACHKEVITCH», titulaire d'un Office Notarial à MONTLHERY (Essonne), 1, place des Capétiens.

Le 25 juin 2014

Contenant VENTE par :

Monsieur Daniel BAUDOUIN

AU PROFIT DE :

Monsieur Mickaël DE PARIS de l'immeuble ci-après désigné, moyennant le prix principal de CENT VINGT-CINQ MILLE EUROS (125.000,00 EUR),

ET PRET d'un montant total de CENT UN MILLE CINQ CENT VINGT EUROS par la Banque ci-après dénommée employés au paiement du prix de vente sus-indiqué à due concurrence, ainsi constaté à l'acte tant aux termes de la déclaration d'origine des deniers qu'aux termes du quittancement.

Au profit de :	CRÉANCIER
----------------	------------------

La Société dénommée **CREDIT FONCIER DE FRANCE**, société anonyme au capital de 1.331.400.718,80 €, dont le siège est à PARIS 1ER ARRONDISSEMENT (75001), 19 rue des Capucines, identifiée au SIREN sous le numéro 542029848 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.

Appartenant à :	EFFET RELATIF
-----------------	----------------------

VENTE énoncée ci-dessus, dont la publication est requise simultanément.

Pour sûreté de :	CRÉANCE GARANTIE
------------------	-------------------------

- De la somme de CENT UN MILLE CINQ CENT VINGT EUROS, montant en principal du prêt, dont la dernière échéance sera exigible le 5 juin 2044, ci	101.520,00
--	------------

- Des intérêts que ledit privilège conserve au même rang que le principal, au taux stipulé dans l'acte, soit au taux annuel de 3,50 %,	Mémoire
--	---------

- Et des accessoires comprenant les commissions convenues, la majoration d'intérêts pour retard dans le paiement des sommes dues, l'indemnité en cas d'ordre, les impôts et taxes afférents aux sommes dues, les primes d'assurances, frais de renouvellement d'inscription et frais de mise à exécution le tout évalué à la somme de VINGT MILLE TROIS CENT QUATRE EUROS, ci	20.304,00
Total à inscrire sauf Mémoire	121.824,00

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RENVOIS

PRET P.A.S. exonéré de taxe de publicité foncière

Prêt accordé en application des dispositions des décrets du 30 Décembre 1992, du 18 Mars 1993 et de deux arrêtés du même jour, ainsi que des articles R.312-3-1 à R.312-3-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 845-3° du C.G.I.

CERTIFICATIONS

(Montant du capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)

Le soussigné, Jean-Emmanuel PETIT, Notaire Associé, membre de la Société Civile Professionnelle «Thibaut COFFIN, Julien PAUCHET, Jean-Emmanuel PETIT et Marina LACHKEVITCH», titulaire d'un Office Notarial à MONTLHERY (Essonne), 1, place des Capétiens, certifie conformes au bordereau d'inscription transmis au service de la publicité foncière sur support électronique, les données structurées qui y sont jointes.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification



Mention de publication.

Cet acte transmis par la téléprocédure Télé@ctes, a été enregistré et publié le 10/07/2014 au SPF de CORBEIL 3

Numéro de dépôt : 2014D03040

Volume : 2014V00823

Montant total des droits : 0,00

Détails des droits :

Salaires/CSI : 61,00

Total liquidation : 61,00

Reçu : Soixante et un Euros

Pour le SPF, le comptable ODILE CLEMENT

Date de signature : 22/07/2014

Vente DE PARIS
Audience d'Orientation 2 mars 2022

DIRE D'ANNEXION DES DIAGNOSTICS RELATIFS A L'AMIANTE, A
L'ELECTRICITE, DU DIAGNOSTIC PERFORMANCE ENERGETIQUE, DU
CERTIFICAT DE SURFACE HABITABLE AINSI QUE L'ETAT DES RISQUES
ET POLLUTIONS ET L'ETAT DES NUISANCES SONORES AERIENNES

L'an deux mil vingt deux et le

par-devant Nous Greffier du Tribunal Judiciaire de Rennes, a comparu
Maître Charlotte GUITTARD, membre de la SCP DAMOISEAU &
ASSOCIES, Avocat au barreau de l'Essonne, demeurant 5 boulevard de
l'Europe - 91000 EVRY COURCOURONNES, poursuivant la vente dont
s'agit laquelle a dit :

annexer au présent cahier des conditions de vente les diagnostics
relatifs à l'amiante et à l'électricité, le diagnostic performance
énergétique, le certificat de surface habitable ainsi que l'état des risques
et pollutions et l'état des nuisances sonores aériennes,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.